

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Groupe scolaire Jean Moulin
Ecole élémentaire publique
Carmaux (Tarn)**

Note de Première Phase (NPP)

0810292C_RNPP

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

**Groupe scolaire Jean Moulin
Ecole élémentaire publique
Carmaux (Tarn)**

Note de Première Phase (NPP)

0810292C_RNPP



SOCOTEC

	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	G. BRIARD	Ingénieur chargé d'affaires sites et sols pollués
Vérificateur	M. BRIZIO	Responsable de bureau HSE
Approbateur	N. PLANEL	Responsable d'activité sites et sols pollués

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2^{ème} Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*¹. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature des ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

¹ Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui

nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Description de l'établissement scolaire, résultats de la visite de l'établissement

L'école **élémentaire** Jean Moulin (établissement n°0810292C) est localisée rue Gineste / rue de la Verrerie à Carmaux (81) à environ 500 m à l'ouest du centre-ville. L'école élémentaire accueille entre 130 et 140 enfants âgés de 6 à 12 ans. Elle fait partie du groupe scolaire Jean Moulin qui comprend également une école maternelle (0810396R). Cet établissement scolaire fait l'objet d'un rapport distinct référencé 0810396R_RNPP.

L'école, propriété de la Ville de Carmaux, s'étend sur une surface de 2 500 m² environ et comprend :

- quatre bâtiments correspondant respectivement aux salles de classe (« bloc d'enseignement »), à la cantine, à la salle de sport et aux sanitaires,
- une cour de récréation intégralement couverte par de l'enrobé à l'exception d'une petite surface de quelques mètres carrés, enherbée, en bordure sud-est de l'établissement,
- deux préaux, avec dalle béton au sol, plus ou moins fissurée.

L'école élémentaire ne comprend ni jardin pédagogique, ni logement de fonction.

Lors de la visite, il a été constaté que les bâtiments de l'école sont construits en rez-de-chaussée (tous les bâtiments sauf celui des salles de classe) ou avec un étage (bâtiment des salles de classe) sans niveau de sous-sol. Les revêtements de sol des salles de classe et autres locaux accessibles aux enfants sont constitués de carrelage ou de PVC (sur dalle béton) et sont en bon état. Par ailleurs, les bâtiments ne présentent pas de vide sanitaire, ni de dispositif de ventilation mécanique contrôlée (VMC). Aucun indice visuel ou olfactif de pollution n'a été observé au cours de la visite.

Résultats de l'étude historique et documentaire

Cette école élémentaire est visée par le diagnostic de sol de la démarche nationale « Etablissements sensibles » du fait de sa superposition supposée avec une ancienne verrerie inventoriée dans la base BASIAS (MPY8100039).

L'étude historique a mis en évidence que le groupe scolaire Jean Moulin a été aménagé entre 1962 et 1963.

L'étude historique indique que la verrerie (site BASIAS MPY8100039) qui a motivé le diagnostic a été construite au milieu du XIX^{ème} siècle et était bien superposée au groupe scolaire Jean Moulin. En revanche, les éléments recueillis dans le cadre de l'étude historique ne permettent pas de préciser la localisation des

installations de la verrerie (outre l'actuelle salle François Mitterrand, qui contenait les fours de cuisson du verre).

Seul un autre site BASIAS a été recensé dans le proche environnement de l'établissement. Ce site BASIAS, référencé MPY8101157 et situé à environ 50 m à l'est de l'école (33 rue Sainte-Barbe), était une usine à gaz (usine Eichelbrenner - en activité de 1881 à 1929). Cet établissement est susceptible d'avoir une influence sur la qualité des milieux au droit de l'école maternelle du fait de l'émission de poussières durant sa période d'activité.

Résultats de l'étude géologique et hydrogéologique

L'étude du contexte hydrogéologique indique que le sous-sol à dominance sableuse voire caillouteuse au droit de l'établissement, présente une nappe d'eaux souterraines libre et peu profonde (de l'ordre de 5 m par rapport au sol). En outre, le sens d'écoulement des eaux souterraines au droit de l'établissement est dirigé vers le nord-ouest (en direction de la rivière du Cérou).

Au regard de ces éléments le site BASIAS MPY8101157 (ancienne usine à gaz) est donc en latéral hydraulique par rapport à l'établissement. Le site BASIAS MPY8100039 (ancienne verrerie) est quant à lui en lien direct avec l'établissement, du fait de leur superposition.

Etude de l'influence potentielle de l'ancien site industriel sur l'établissement scolaire

S'agissant d'une école élémentaire, sans jardin pédagogique, ni logement de fonction, deux scénarios d'exposition sont à considérer.

Ces deux scénarios d'exposition ont été retenus :

- L'ingestion d'eau potable par les enfants :

Les réseaux d'eau potable traversent l'emprise de l'ancienne verrerie, superposée à l'école. La possibilité d'une dégradation de la qualité de l'eau du robinet par transfert de polluants liée à l'activité de l'ancienne verrerie ou de l'ancienne usine à gaz (retombées de poussières) au travers des canalisations est donc retenue.

- L'inhalation de l'air dans les bâtiments, air qui serait susceptible d'être dégradé par des pollutions éventuelles provenant de la verrerie ou de l'ancienne usine à gaz :

L'exploitation de la verrerie a vraisemblablement nécessité l'utilisation de substances volatiles. De plus, au vu des caractéristiques du bâtiment (bâtiment sans vide sanitaire ni VMC), il n'est pas possible de conclure sur l'absence d'influence des sites BASIAS sur la qualité de l'air à l'intérieur du bâtiment de l'école élémentaire.

Concernant le scénario d'ingestion de sols par les enfants, celui-ci n'est pas retenu compte tenu de l'âge des enfants, pour lesquels le porté main-bouche n'est pas pertinent. De plus, aucun logement de fonction n'est présent au droit de l'école.

Ainsi, l'étude historique et documentaire n'ayant pas permis de conclure à l'absence d'influence des sites BASIAS sur la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'école élémentaire ainsi que sur la qualité de l'eau potable distribuée aux robinets de l'établissement, nous proposons que l'école élémentaire Jean Moulin (n° 0810292C) **fasse l'objet d'une campagne de diagnostic sur les milieux pertinents (phase 2)** à l'issue de la phase 1.

Les informations disponibles à ce stade ne mettent pas en évidence la nécessité de mettre en place des dispositions de gestion provisoires dans l'attente des résultats des investigations de Phase 2.

Le programme d'investigations de Phase 2 concerne :

- l'air du sol sous dalle au niveau du bloc d'enseignement (trois prélèvements et analyses d'air sous dalle au sein de salles de classe),
- l'eau potable au niveau des points de distribution : sanitaires et cantine (deux prélèvements et analyses d'échantillons d'eau du robinet),

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'Etablissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche « Etablissements sensibles ».

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Groupe scolaire Jean Moulin
Ecole élémentaire publique
Carmaux (Tarn)**

Rapport Technique de Phase 2 (RT2)

N° 0810292C_RT2

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

**Groupe scolaire Jean Moulin
Ecole élémentaire publique
Carmaux (Tarn)**

Rapport Technique de Phase 2 (RT2)

N° 0810292C_RT2



	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	G. BRIARD	Ingénieur chargé d'affaires sites et sols pollués
Vérificateur	M. BRIZIO	Responsable de bureau HSE
Approbateur	N. PLANEL	Responsable d'activité sites et sols pollués

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2^{ème} Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*¹. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industrielles du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle, l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature des ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**), sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier par des contrôles de la

¹ Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

« **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 7 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins pédagogiques » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins pédagogiques sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ces cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

Description de l'établissement scolaire, résultats de l'étude historique et documentaire

L'école élémentaire Jean Moulin (établissement n°0810292C) est localisée rue Gineste / rue de la Verrerie à Carmaux (81) à environ 500 m à l'ouest du centre-ville. L'école élémentaire accueille entre 130 et 140 enfants âgés de 6 à 12 ans. Elle fait partie du groupe scolaire Jean Moulin qui comprend également une école maternelle (0810396R). Cet établissement scolaire fait l'objet d'un rapport distinct référencé 0810396R_RT2.

Cette école maternelle est visée par un diagnostic de sols de la démarche nationale du fait de sa superposition avec une ancienne verrerie inventoriée dans la BASIAS (MPY8100039).

Une ancienne usine à gaz (site BASIAS MPY8101157) était également située à 50 m environ à l'est de l'établissement.

Résultats des investigations

Les investigations de phase 2 ont été menées sur les milieux :

- air du sol sous dalle, au niveau du bloc d'enseignement (trois prélèvements et analyses d'air sous dalle au sein de salles de classe et au sein de la bibliothèque),
- eau potable, au niveau des points de distribution : sanitaires et cantine (deux prélèvements et analyses d'échantillons d'eau du robinet),

Les substances recherchées sont les substances en lien avec les activités des sites BASIAS recensés en superposition (verrerie) ou à proximité de l'établissement (ancienne usine à gaz, du fait de l'émission de poussières).

Les investigations réalisées sont conformes au programme défini à l'issue de la phase 1. Les points de prélèvements d'air ont simplement été réalisés dans les angles des salles de classes pour des raisons esthétiques.

Les résultats ont été interprétés conformément au guide de gestion des résultats des diagnostics réalisés dans les lieux accueillant enfants et adolescents (BRGM, ADEME, INERIS, InVS) de juin 2011 et à la note ministérielle du 8 février 2007 définissant le cadre général de la politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués.

Les investigations ont montré que :

- Des composés volatils ont été quantifiés dans l'air du sol sous la dalle du bloc enseignement de l'école élémentaire. Cependant, les concentrations mesurées dans l'air sous la dalle sont inférieures à la borne basse des intervalles de gestion définis dans le guide de gestion des résultats des diagnostics ;

*Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents - Phase 2
Ecole élémentaire Jean Moulin_ Région Midi Pyrénées _ Département du Tarn_ Commune de Carmaux
Rapport technique de phase 2 (RT2) N° 0810292C_RT2*

- Des composés volatils ont été quantifiés dans l'eau du robinet à des concentrations équivalentes à la limite de quantification du laboratoire. Néanmoins, l'eau du robinet respecte les critères de qualité de l'eau potable.

Ainsi, la qualité des sols ne pose pas de problème pour les usagers de l'établissement dans sa configuration actuelle.

Sur la base de l'ensemble de ces éléments, nous proposons le classement de l'école élémentaire Jean Moulin à Carmaux (établissement n° 0810292C) en catégorie « A : les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche « Etablissements sensibles ».

